

0,50 f

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

COURS DE  
L'IMPERIALISME  
MONDIAL

Supplément aux numéros 123, 124, 125  
de "LE PROLETAIRE"

- Ce qui nous distingue -
- La revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste.
  - La lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance.
  - La tâche difficile de la restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementaire.

Nos publications

- Le Proletaire - journal bimensuel
- Programme Communiste - revue trimestrielle
- Les textes du P.C.I. :
  - Communisme et fascisme
  - Parti et Classe
  - Le principe démocratique
  - Eléments d'orientation marxiste - Les trois phases du capitalisme - Guerres et crises opportunistes
  - Sur le texte de Lénine: "La maladie infantile du communisme"
  - Force, violence, dictature dans la lutte des classes
  - Défense de la continuité du programme communiste

## COURS DE L'IMPERIALISME MONDIAL

### Verification des principales lois Marxistes

L'objet général du rapport fait en réunion générale de Parti était de montrer comment le cycle de 25 années de prospère accumulation du capital qui a suivi la deuxième guerre impérialiste a mené à la reconstitution des impérialismes vaincus et aux premiers affrontements économiques interimpérialistes, qui ne peuvent que s'accroître dans la période à venir.

#### LE NOUVEAU CYCLE D'ACCUMULATION CAPITALISTE.

Pour le marxisme, les guerres, loin d'être les monstrueuses aberrations déplorées<sup>n</sup> par la pensée démocratique petite-bourgeoise, sont une implacable nécessité pour le système capitaliste pris dans son ensemble, l'unique façon pour celui-ci de se débarrasser, par le moyen de la lutte armée entre états impérialistes concurrents qui cherchent à détruire le potentiel des autres, du trop-plein de capital et de marchandises qui étouffe l'ensemble du monde capitaliste.

Cette solution impérialiste à la crise, appelé à se répéter inéluctablement si le prolétariat n'y met pas fin par sa révolution et sa dictature impitoyable sur les classes vaincues, constitue pour le capital un véritable bain de jouvence, au sortir duquel, plus le traitement a été draconien, plus la nouvelle croissance des forces productives est prodigieuse, jusqu'à ce qu'elle rende inévitable de nouvelles crises et de nouveaux affrontements.

Confirmant entièrement cette vision marxiste, la gigantesque destruction de forces productives (capital et force de travail) réalisée par le second conflit impérialiste a donné le champ libre à un quart de siècle de prospère accumulation de capital dans toutes les aires où les rapports de production adéquats - marché, salariat, monnaie - le permettaient et l'exigeaient, c'est à dire aussi bien dans les classiques pays capitalistes occidentaux que dans le lointain Japon, en Russie, dans les soi-disant "démocraties populaires" ou en Chine (mais ces deux derniers cas seront pour le moment laissés de côté, car s'agissant de capitalisme encore relativement arriéré il ne saurait en être arrivé à la phase impérialiste du capitalisme... Exception faite de la Tchécoslovaquie, petit capitalisme assez développé, mais mis en coupe réglée depuis 25 ans par l'impérialisme Russe.)

Pour mettre en évidence cette croissance des forces productives, nos travaux de parti utilisent "traditionnellement" deux indicateurs classiques : l'indice de la production industrielle et la production d'acier brut. Si l'on convient que pour chacun des pays considérés, la production industrielle est représentée par l'indice de base 100 en 1946, en 1970 elle est représentée par les chiffres suivants :

|                        |      |
|------------------------|------|
| Grande-Bretagne.....   | 228  |
| U.S.A. ....            | 275  |
| France.....            | 509  |
| Allemagne (Ouest)..... | 1500 |
| U.R.S.S.....           | 1557 |
| Japon.....             | 3874 |

En un quart de siècle, la production industrielle de ces pays a donc été multipliée par des chiffres variant de 2,3 (cas le plus faible : G.B) à 38 (cas le plus fort : Japon). Ces chiffres devraient suffire à faire rentrer dans la gorge de leurs auteurs toutes les théories sur la soi-disant "stagnation" des forces productives. Qu'il s'agisse de démontrer que le capitalisme est entré dans une phase de prétendue "crise permanente", prétexte nécessaire, pour certains groupes Trokystes à un activisme échevelé doublé d'une honteuse pratique de lèche-bottes aux contre-révolutionnaires staliniens; qu'il s'agisse, au nom de la lutte contre la mauvaise gestion du "pouvoir des monopoles" qui freinerait le développement de forces productives, d'enfoncer un peu plus la classe ouvrière dans un programme "démocratique" et petit -

bourgeois; qu'il s'agisse enfin, pour justifier les théories contre-révolutionnaires du "socialisme dans un seul pays", de définir purement et simplement la société socialiste par...des taux d'accumulation record, que le capitalisme serait par nature incapable d'atteindre, toutes ces balivernes théoriques vont à l'encontre, comme le montrent les chiffres cités, de la plus élémentaire vraisemblance et surtout de toute la théorie marxiste qui ne connaît aucune "stagnation" des forces productives, mais bien leur croissance ininterrompue (si non en courte période), jusqu'à l'effondrement ou la guerre.

L'examen des chiffres cités confirme intégralement la loi de vieillessement des capitalismes et de ralentissement des taux de croissance (qui n'a aucun rapport avec la "stagnation") énoncée par le marxisme: les rythmes de croissance les plus faibles sont le fait des capitalismes les plus anciens, et dont le capital n'a pas été détruit par la guerre: Grande-Bretagne et U.S.A.; vient ensuite la France, capitalisme plus ancien que celui des U.S.A., mais dont les installations productives ont été en partie détruites en 1940-45; enfin les rythmes rapides sont le fait, soit de capitalismes jeunes parce que détruits par la guerre (Allemagne, Japon), soit d'un capitalisme jeune et partiellement détruit (la Russie). Une fois de plus, on remarque que, si on appliquait les théories staliennes, on devrait dire que le Japon est bien plus socialiste que la Russie, puisqu'il y a eu un rythme d'accumulation bien plus élevé, et l'Allemagne guère moins; nous les mettons, quant à nous, dans le même sac qui ne s'appelle pas "socialisme" mais "accumulation forcée du capital sur le dos du prolétariat".

Un autre indicateur de la croissance des forces productives, très significatif bien que portant sur une courte période, a été donné à la réunion: il s'agit d'un indice exprimant le gain de productivité, c'est à dire l'accroissement de la quantité de valeurs d'usages qu'une même force de travail peut fabriquer en un temps donné.

En prenant la base 100 en 1963, l'indice passe en 1970 à :

127 pour la Grande-Bretagne

122 pour les U.S.A.

141 pour l'Italie

154 pour la France

146 pour l'Allemagne

220 pour le Japon

De tels indices pourront servir, dans la société socialiste, à mesurer le soulagement de l'espèce dans son activité productive; sous le capitalisme ils expriment beaucoup plus que la productivité: l'augmentation des cadences, l'abrutissement des prolétaires, les licenciements des ouvriers chassés par les machines.

#### RECONSTITUTION DES IMPERIALISMES VAINCUS.

Le résultat le plus important de cette croissance ininterrompue mais inégale des forces productives depuis 25 ans a été la reconstitution des impérialismes vaincus dans la seconde guerre mondiale. La production d'acier du Japon (97 millions de tonnes en 1971) talonne celle des U.S.A. (120 millions de tonnes) qu'elle dépassera, selon les prévisions U.S.,

dans quelques années ( et qui vient d'être elle même dépassée par celle de l'URSS avec 132 millions de tonnes en 1971); celle de l'Allemagne ( 45 millions de tonnes) a dépassé depuis longtemps celle de la France (24 millions de tonnes) et de l'Angleterre (28 millions de tonnes).

La prépondérance des U.S.A. sur le marché mondial est remise en cause par l'Allemagne (qui les a déjà dépassés pour l'exportation de produits manufacturés, produits capitalistes par excellence, dont elle a le premier rang mondial); la part des U.S.A. dans les exportations mondiales n'a cessé de baisser depuis 1948 passant de 22% à 13,6% en 1970; celles de l'Allemagne et du Japon n'ont cessé d'augmenter, passant respectivement de 1,3% à 10,9% et de 0,4% à 6,2% ( le Japon ayant dépassé l'Angleterre en 1970).

Globalement, le géant impérialiste Américain rest la première puissance impérialiste mondiale, comme en témoigne son produit national brut ( 993-milliards de dollars en 1970), nettement supérieur à tous ceux de ses concurrents (197 pour le Japon, 107 pour l'Allemagne, 148 pour la France, 120 pour la Grande Bretagne, 300 environ pour l'URSS); mais la somme des P N B de ces quatre "alliés" occidentaux représente maintenant environ les 2/3 du P N B des USA contre 50% seulement il y a 10 ans, et leur concurrence se fait de plus en plus vive.

#### VERIFICATION DES PRINCIPALES LOIS MARXISTES.

Avant de montrer comment le nouveau cycle de l'accumulation capitaliste a mené aux premiers affrontements interimpérialistes (limités pour le moment au domaine économique ), le rapport a montré qu'il s'était déroulé en vérifiant entièrement les principales lois marxistes.

Les chiffres donnés par les statisticiens bourgeois eux-mêmes (OCDE, ONU) confirment que dans tous les pays capitalistes, la production des biens d'équipement, c'est à dire de machines et installations servant à produire (le secteur I de Marx dans le livre II du capital) croît plus vite que la production de biens de consommation (le secteur II), et que s'accroît donc la composition organique du capital, et la monstrueuse tendance à la production pour la production qui caractérise le mode de production capitaliste.

De cette augmentation incessante de la composition organique du capital, qui a pour conséquence la nécessité pour les capitalistes de faire des investissements toujours plus lourds et plus coûteux, Marx déduit dans le livre III du capital la loi de baisse tendancielle du taux de profit moyen : si les profits absolus du capital augmentent sans cesse (montrant que le prolétariat est toujours plus exploité par le capital); les masses de capital avancé pour obtenir ces profits augmentent encore plus vite, et le rapport des profits totaux obtenus au capital total avancé, c'est à dire le taux de profit moyen, a historiquement tendance à baisser, malgré l'influence de facteurs contraires qui peuvent contrecarrer momentanément la tendance inéductable à la baisse. La société bourgeoise entretient depuis un siècle des soi-disant "hommes de science" pour démontrer la fausseté du marxisme en général, et en particulier de la loi de la baisse tendancielle du taux de profit, qui comme le montrait déjà Marx, plonge dans la panique les plus féroces et les plus cyniques exploitateurs.

Mais d'autre part elle est bien obligée dans la pratique de calculer la rentabilité des investissements, branche par branche et en moyenne, pour investir le capital là où il rapporte le plus, exactement comme l'avait prévu et expliqué Marx dans le livre III du capital; le rapport a montré que les résultats des 3500 plus grosses sociétés US, publiés annuellement par la "First National city Bank" confirment entièrement la prévision marxiste puisque le taux de profit moyen réalisé par l'ensemble de ces sociétés est passé d'un sommet de 18,9% en 1948 à des taux de l'ordre de 10 à 11% au début des années 70, malgré une courte période de hausse du taux moyen due entre 1961 et 1966 aux bonnes affaires réalisées grâce à la guerre du Vietnam.

Une autre conséquence de l'utilisation croissante des machines dans le processus productif est le remplacement incessant de l'ouvrier par les machines, et la formation d'une armée industrielle de réserve dans laquelle le capital peut puiser à volonté la force de travail dont il a besoin. Les chiffres donnés ont montré que contrairement aux théories bourgeoises qui veulent faire passer le chômage pour un accident dû à la mauvaise conjoncture économique, contrairement aussi aux thèses des faux "communistes qui l'attribuent à une mauvaise gestion gouvernementale de la maudite économie "nationale", l'armée de réserve des chômeurs augmente dans tous les pays parallèlement à l'augmentation de la production; ainsi en Grande Bretagne entre 1963 et 1971 le nombre des prolétaires employés dans les industries de transformation a baissé de 4%, alors que la production augmentait de 31%; en France, entre 1963 et 1968, pour une même baisse de 4% de la force de travail industrielle, la production augmentait de 28%; en Italie entre 1963 et 1966, les chiffres étaient respectivement de -5% et de +18% : la prospérité du capital est toujours obtenue sur le dos du prolétariat!

Les derniers chiffres donnés dans cette partie du rapport illustraient la prévision de Marx sur la formation du marché mondial et l'internationalisation croissante de l'économie. L'expansion du marché mondial pendant 25 ans a répondu à l'impétueux essor des forces productives, et ce n'est que depuis quelques temps que la bourgeoisie commence à s'apercevoir avec effroi que, conformément à notre classique prévision marxiste le "volcan de la production" pourrait bien être englouti par le "marais du marché".

Le total des exportations mondiales est passé de 23,5 milliards de dollars en 1938 à 311,2 milliards de dollars en 1970, soit une augmentation de +1220%. Cette expansion profite de plus en plus aux pays capitalistes développés, puisque le total des exportations des sept premiers pays exportateurs (U.S.A, Grande-Bretagne, Allemagne, Japon, France, Italie, URSS ) représentait en 1970 50,8% des exportations mondiales totales, contre 35% seulement en 1938.

Mais ainsi qu'on l'a déjà dit elle profite de manière inégale aux divers impérialismes : entre 1948 et 1970, la part des USA a baissé régulièrement de 22% à 13,6%, celle de la Grande Bretagne de 11 à 6,3%, alors que celle de l'Allemagne passait de 1,3 à 10,9%, celle du Japon de 0,4 à 6,2%, celle de la France de 3,6 à 5,6%, celle de l'Italie de 1,8 à 4,2%, la part de l'URSS est passée de 1,5% environ à 4,1% en lente diminution depuis le milieu des années 60.

La conséquence inéluctable de ce quart de siècle d'accumulation capitaliste est la surproduction du capital; sans entrer dans les catégories de la statistique bourgeoise, cette surproduction se manifeste pour le marxisme par plusieurs phénomènes : d'abord, l'existence depuis quelques années d'une énorme masse de plusieurs dizaines de milliards de dollars de capitaux flottants qui parcourent le monde capitaliste à la recherche des investissements les plus rentables (le plus souvent purement spéculatifs - au grand scandale des petits bourgeois "communistes", grands défenseurs de l'exploitation honnête du prolétariat et d'un capitalisme propre); ensuite, la baisse des taux d'intérêt, phénomène mondial qui signifie que l'offre du capital est mondialement supérieure à la demande; enfin et surtout, l'accroissement des exportations de capitaux des principaux pays capitalistes, qui signifie que le monde est entré dans une nouvelle phase d'affrontements interimpérialistes.

#### ETATISATION DU CAPITAL ET IMPERIALISME.

En raison du degré sans précédent de concentration et de centralisation que le capital atteint aujourd'hui, l'internationalisation de l'économie, bien loin de signifier la dissolution des nations entre les mains du "capital apatride" contre lequel tous les sociaux patriotes appellent les ouvriers à défendre l'intérêt national, entraîne bien au contraire la constitution de gigantesques blocs capitalistes aux intérêts antagoniques, gérés par des états de plus en plus puissants et totalitaires, qui dirigent eux-mêmes les opérations de guerre économique menées contre les états concurrents.

Dans cette guerre, le renseignement et la reconnaissance des points d'attaque, c'est à dire l'étude et la recherche de marchés à l'étranger, sont systématiquement effectués par les services commerciaux des ambassades, rattachés dans chaque pays à un organisme d'état, qui centralise les renseignements (voir l'espionnage économique), les traite et les transmet aux entreprises susceptibles d'être intéressées, leur fournit des points d'appui logistiques à l'étranger, les stimule et les encourage à l'agressivité commerciale.

Le nerf de la guerre, c'est à dire le capital nécessaire pour financer le crédit qui facilitera les ventes des marchandises nationales est (sauf en Angleterre où le capital financier de la City a su conserver une puissance internationale hors de proportion avec celle de l'industrie britannique) centralisé et distribué à des conditions exceptionnellement avantageuses sous la direction des banques d'état.

La protection contre les risques de la guerre commerciales, c'est à dire la perte ou le non-paiement des marchandises exportées, est également garantie par des organismes d'état, ainsi que, depuis la fin de 1971 en France, en Allemagne et au Japon, la protection contre les "risques de change", c'est à dire contre les pertes financières pouvant résulter de la fluctuation des monnaies. Enfin, chaque état veille à améliorer le moral et les atouts de ses combattants sur le marché international au moyen de multiples mesures fiscales, exonérations, détaxations, etc., mesures condamnées officiellement sous le nom de "dumping", mais dont la pratique est de plus en plus systématique.

Ainsi, la concurrence entre capitalistes pour réaliser la valeur de leurs marchandises devient une guerre commerciale entre états qui cherchent à empocher pour le compte de leurs bourgeoisies le plus de valeur possible sur le marché mondial en vendant la marchandise fabriquée grâce à la sueur des prolétaires de toutes races et de toutes nationalités qui travaillent sous leur joug ( et en rapatriant, comme on le verra plus loin, les bénéfices du capital exporté à l'étranger).

Le conflit d'intérêts entre ces états a été illustré par un graphique montrant que l'évolution des réserves de change, qui proviennent essentiellement des excédents commerciaux et des profits nets rapatriés, suit des tendances exactement opposées pour les U.S.A. d'une part leurs concurrents occidentaux d'autre part, ce qui démontre que ces états se disputent sur le marché mondial des masses de valeur qui ne sont gagnées par les uns, Japon et Allemagne surtout, que parce qu'elles sont perdues par l'autre (les USA)

#### LES EXPORTATIONS DE CAPITAUX.

C'est sur ce chapitre, essentiel, comme l'a montré Lénine, pour analyser les tendances profondes de l'impérialisme, que le rapport a le plus insisté, en présentant des tableaux statistiques détaillés des exportations de capitaux des cinq principaux pays exportateurs, comprenant non seulement les investissements directs mais les capitaux exportés sous d'autres formes telles que le crédit à l'exportation ou les prêts de la soi-disant "aide aux pays sous-développés" (ces tableaux qu'il est impossible de reproduire dans ce compte rendu, feront l'objet d'une publication dans un prochain numéro de notre revue "Programme Communiste").

Les chiffres présentés ont tout d'abord permis de montrer la situation générale des impérialismes occidentaux : le super impérialisme US, dont les exportations de capitaux sont dépassées depuis 1969 par les bénéfices rapatriés et qui possédait à la fin de

1970 78 milliards de dollars d'investissements directs à l'étranger, domine encore de loin tous ses concurrents; deux impérialismes rentiers, qui depuis longtemps rapatrient plus de bénéfices de l'étranger qu'ils n'y exportent de capital, sont en position défensive : la Grande Bretagne, qui possédait fin 1968 13 à 14 milliards de dollars d'investissements directs à l'étranger, et la France, dont les investissements à l'étranger sont estimés à 9 milliards de dollars environ; deux impérialismes jeunes, dont les exportations de capitaux connaissent une expansion rapide et dépassent nettement les profits rapatriés, sont en position offensive : l'Allemagne et le Japon.

L'énorme puissance du super-impérialisme américain lui permet d'exploiter la planète entière, y compris ses concurrents impérialistes, en exportant des capitaux et en rapatriant des bénéfices à un rythme fabuleux (en 1970 : 12,1 milliards de dollars de capitaux exportés, 14,8 milliards de dollars de profits, intérêts, dividendes et royalties rapatriés); après avoir été dirigés principalement vers des zones arriérées ou peu développées (comme l'Amérique Latine), les flux de capitaux US se sont dirigés à partir des années 60 vers l'Europe occidentale, et les actifs américains atteignaient à la fin de 1970 8 milliards de dollars en Grande-Bretagne, 4,5 milliards de dollars en Allemagne, 2,5 milliards de dollars en France, 1,5 milliards de dollars en Italie.

Grâce au statut privilégié du dollar, monnaie mondiale incontestée depuis la victoire de l'impérialisme US dans la seconde guerre impérialiste, ces rachats massifs d'actifs européens ont pu se faire sans être entravés, comme cela aurait été le cas pour tout autre pays, par le déficit croissant de la balance des paiements américains. Ils expliquent les réactions des impérialismes européens, directement menacés, qui ne se sont pas privés de stigmatiser en paroles "l'impérialisme du dollar" et de réclamer le retour à la convertibilité du dollar en or, c'est à dire à un système où aucune monnaie n'ayant de privilège par rapport aux autres et l'or étant monnaie mondiale, les règles du pillage impérialiste seraient de nouveau les mêmes pour tous.

Derrière l'hypocrisie de leurs discours anti-impérialistes, les chiffres présentés ont montré que les impérialismes Anglais et français reprochent en fait aux U.S.A. de faire avec le dollar ce qu'eux mêmes ne se sont pas privés de faire intensivement au temps de leur splendeur, et qu'ils continuent de faire dans la mesure de leurs moyens, dans leurs zones d'influence respectives (zone franc d'Afrique, zone sterling du commonwealth). L'impérialisme ne connaît pas en effet de régression absolue (sinon celle de la destruction violente) : la Grande Bretagne et la France se trouvant dans le camp des vainqueurs des deux guerres impérialistes, et donc jamais expropriées de leurs actifs à l'étranger par leurs rivaux directs (à la différence de l'Allemagne qui l'a été deux fois) sont encore des impérialismes; en 1970, ils rapatriaient respectivement 3,3 et 1,3 milliards de dollars de profits divers (pour 2,1 et 0,8 milliards de dollars de capitaux exportés la même année et se classaient aux 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> rangs mondiaux de possesseurs d'actifs à l'étranger.

Enfin l'Allemagne et le Japon, après avoir reconstitué à une vitesse foudroyante leurs économies nationales, ont recommencé à exporter des capitaux : le cap des 100 millions de dollars par an a été franchi en 1956 par l'Allemagne, en 1958 par le Japon, celui du milliard de dollars par an en 1966 par les deux pays; en 1970 ils exportaient respectivement 2,7 et 2,4 milliards de dollars de capitaux (soit plus que la Grande Bretagne et que la France) et rapatriaient 1,8 et 0,7 milliards de dollars de profits divers. L'Allemagne est devenue depuis 68 investisseur direct net à l'étranger (c'est à dire qu'elle investit plus à l'étranger que l'étranger, essentiellement les USA, n'investit en Allemagne); le Japon l'est depuis longtemps car il s'est farouchement protégé contre les investissements étrangers (même les investissements US n'y représentaient fin 1970 que 1,5 milliards de dollars, ce qui est relativement peu important eu égard à la puissance industrielle Japonaise) et son capital a conservé un caractère national accentué.

Toute l'agitation des états impérialistes ne signifie donc pas autre chose que la remise en cause de l'ordre existant dans le club de brigands qui domine la planète. Les vieux bandits Anglais et Français mis au pillage par le chef de bande américain qui a évincé depuis longtemps son confrère Britannique, se mettent à crier au voleur, tandis que les plus jeunes (Allemagne et Japon) espèrent bien prendre leur part du butin et commencent à disputer leur monnaie aux impérialismes en place. Mais pas plus que les règlements de compte entre brigands ne signifient la fin du brigandage, les difficultés de l'impérialisme US face à ses concurrents ne signifient la fin de l'impérialisme, bien au contraire.

Le mot d'ordre de la lutte contre l'impérialisme américain apparaît plus clairement que jamais pour ce qu'il est : le mot d'ordre des autres impérialismes, le prétexte pour enrôler les classes ouvrières des puissances rivales dans la guerre économique contre les concurrents gênants, et les préparer ainsi à la guerre militaire aux côtés de leurs bourgeoisies.

## RALENTISSEMENT DU MARCHÉ MONDIAL ET PREMIERS HEURTS INTERIMPERIALISTES.

Après l'examen du cours général de l'impérialisme, le rapport a fait l'analyse des soubresauts qui ont agité le monde capitaliste en 1971. Les périodes de prospérité du type de celles que le capitalisme a connu depuis un quart de siècle ne peuvent jamais, faire disparaître, ni même atténuer les conflits d'intérêts entre les états bourgeois, qui subsistent toujours au moins à l'état latent. Mais quand le gibier est abondant les loups ne se dévorent pas entre eux. Tant que l'expansion des marchés suit le rythme de l'accumulation et de la production, tant que les richesses et la force de travail à piller sur la planète suffisent à rassasier les appétits des capitaux dominants, les conflits locaux sont certes inévitables (témoin la défense par l'impérialisme Russe de sa zone d'influence en Tchécoslovaquie contre le capital Allemand), mais un affrontement généralisé n'a pas de raison d'être. Les mythes de la prospérité par le développement des échanges, de la coopération internationale, de l'égalité des nations, de la coexistence pacifique, peuvent alors se donner libre cours et même acquérir un début de vraisemblance.

Mais dès que le manque de débouchés ou de matières premières menace le rythme d'accumulation du capital, la vérité du système bourgeois éclate : le développement des échanges n'est que la lutte pour une plus grosse part, du marché mondial, la coopération internationale n'est que la recherche de nouvelles zones d'investissement et de nouvelles zones d'approvisionnement, la coexistence pacifique n'est que la délimitation des terrains de chasse des impérialismes, incluant les petites nations "libres et égales". Aux premières difficultés, le mot d'ordre général devient "chacun pour soi!" et les illusions bourgeoises font place aux affrontements interimpérialistes.

Les soubresauts de l'année 1971 ont donné un avant goût de ce que seront les rapports entre états bourgeois lorsque le capitalisme mondial connaîtra une situation de crise économique grave. L'illusoire harmonie du monde capitaliste occidental n'a pas résisté au ralentissement de l'expansion du marché mondial qui s'est accentué dans la deuxième moitié de 70 et en 71 : selon les chiffres du GATT et de la Banque des Règlements Internationaux, le taux d'augmentation du volume du commerce international (à prix constants, c'est à dire abstraction faite de l'inflation) est passé de 13% en 1968 à 10% en 1969, 8,5% en 1970, 5% seulement en 1971 (soit une baisse de moitié du rythme en deux ans). Ce ralentissement qui a exacerbé la concurrence commerciale entre les principaux états exportateurs, s'est répercuté de manière inégale sur leurs économies nationales : les moins touchés ont été les plus compétitifs sur le marché mondial, c'est à dire ceux où l'augmentation de la productivité du travail a été la plus forte et l'inflation la plus faible - autrement dit ceux qui ont su exploiter leur classe ouvrière d'avantage que leurs concurrents tout en comprimant les salaires. C'est le cas du Japon qui a vu, malgré le ralentissement général, son taux annuel de croissance des exportations (aux prix réels) augmenter de +20,8 en 1970 à +25% en 1971; pour l'Allemagne, le taux a fléchi légèrement de +18% à +14% restant cependant nettement au dessus du rythme mondial. Celui des USA par contre s'est effondré de +14% à +2%, alors que les importations augmentaient nettement, créant ainsi un déficit commercial de deux milliards de dollars, le premier que l'actuel despote du marché mondial ait connu depuis 1893.

Sévèrement concurrencé sur les marchés extérieurs (notamment par l'Allemagne dont les exportations totales ont pour la première fois dépassé les exportations américaines en octobre-novembre 1971), attaqué à domicile même par la concurrence japonaise et allemande dans des branches entières (acier, automobile, électronique, textile), le capital américain a réagi avec toute la brutalité que lui permet son énorme puissance. L'instauration de mesures protectionnistes lui a permis de se défendre dans l'immédiat, un nouveau remaniement des parités lui a permis de stimuler son commerce extérieur à plus long terme, au prix d'un nouvel épisode de la guerre monétaire.

## AFFRONTEMENT DES MONNAIES, AFFRONTEMENT DES IMPERIALISMES.

L'apparente complexité de cette guerre provient du fait qu'elle se livre sur deux fronts : celui des exportations de marchandises et celui des exportations de capitaux. Sur le front des marchandises, la lutte porte sur le rapport des parités des principales monnaies nationales entre elles. Si l'on fait abstraction des facteurs secondaires, le rapport d'échange entre deux monnaies nationales est en effet déterminé par leurs pouvoirs d'achat respectifs, qui varient dans le temps avec la productivité du travail social des pays émetteurs.

Lorsque dans un pays A cette productivité progresse moins vite que chez ses concurrents, le pouvoir d'achat de sa monnaie augmente moins vite que celui des monnaies concurrentes (on fait ici abstraction de l'inflation supposée la même pour tous).

Si le rapport d'échange de la monnaie de A avec les autres monnaies n'est pas modifié, la monnaie de A conserve en droit sur le marché mondial un pouvoir d'achat qu'elle n'a plus en fait, ce qui signifie qu'elle devient surévaluée par rapport aux autres monnaies :

Les prix des marchandises du pays A sont alors supérieurs aux prix généralement pratiqués par ses concurrents sur le marché mondial - prix dont la moyenne pour chaque marchandise donnée représente grosso modo la valeur de cette marchandise; les marchandises du pays A (on a reconnu les USA) se vendent mal. Pour stimuler ses exportations, l'état américain avait donc intérêt soit à dévaluer sa monnaie (ce qui revenait à abaisser les prix de ses marchandises sur le marché mondial), soit à voir ses principaux concurrents réévaluer les leurs (ce qui revenait à augmenter les prix des concurrents).

La seconde solution était nettement plus avantageuse pour le capital américain, puisqu'elle conservait le pouvoir d'achat du dollar dans l'ensemble des pays non directement concernés par le conflit (ce qui était autant de gagné pour les investissements dans ces pays et les achats de matières premières), tout en conciliant à l'état les bonnes grâces et les voix de la petite bourgeoisie (qui ne voit alors augmenter que les prix des marchandises importées des pays ayant réévalué, et non ceux de l'ensemble des marchandises importées, comme dans le cas d'une dévaluation). L'intérêt des concurrents des Etats-Unis était exactement opposé : ne pas voir le dollar dévalué et surtout pas réévaluer leurs monnaies par rapport au dollar et aux monnaies de leurs autres concurrents respectifs, ce qui équivalait automatiquement à rendre leurs exportations moins compétitives sur le marché mondial.

L'impérialisme américain a finalement imposé sa solution en obtenant après un âpre marchandage des états en présence et au prix d'une très légère concession (la dévaluation de 5% du dollar, qui va dans le sens des intérêts américains) un nouvel équilibre provisoire des parités monétaires qui donne un net avantage aux exportations américaines, au détriment de celles du Japon et surtout de l'Allemagne.

La victoire américaine obtenue à force de pressions et de chantage sur des concurrents économiques qui sont aussi des vassaux militaires, montre que les rapports de force entre les impérialismes ne peuvent se réduire à l'économie, mais dépendent pour beaucoup de la puissance militaire, domaine dans lequel pendant longtemps encore la suprématie de l'impérialisme américain ne sera menacée que par son concurrent Russe.

Sur le front des exportations de capitaux, le conflit porte sur la convertibilité du dollar en or - c'est à dire en définitive, sur la monnaie mondiale utilisée par le système capitaliste (Russie, Chine et satellites compris). L'écrasante supériorité économique et militaire de l'impérialisme américain au sortir de la seconde guerre mondiale a donné au dollar le rang de monnaie mondiale, équivalent en droit à l'or, puisque convertible à la demande grâce à l'énorme stock d'or américain, utilisé en fait à la place de l'or dans les transactions et dans une grande partie des paiements internationaux.

Cette convertibilité a été maintenue tant que le reste du monde ne pouvait se passer de dollars, c'est à dire tant qu'elle n'avait aucune signification pratique. Quand elle a commencé à en avoir une, c'est à dire quand les déficits de la balance des paiements américaine dus aux énormes sommes de dollars exportés pour investir à l'étranger et maintenir l'ordre dans le monde ont commencé à inquiéter les principaux détenteurs de dollars, c'est à dire les impérialismes alliés et concurrents au point d'inciter les plus hardis d'entre eux à échanger effectivement leurs dollars contre l'or américain, le système du dollar convertible est entré en crise.

Destinée à masquer la transformation de fait du monde en zone dollar, la fiction bourgeoise de l'égalité des nations devant l'or, monnaie mondiale par excellence, ne pouvait résister à la remise en cause du monopole américain : il lui fallait se transformer en réalité ou mourir. La suppression de la convertibilité en or du dollar, purement et simplement décrétée par les Etats-Unis (et appliquée en fait depuis 1968) n'a fait que révéler crûment une réalité qui existait depuis 25 ans et qui n'est devenue insupportable aux autres états que parce que la dialectique de l'accumulation les a transformés d'assistés en concurrents de l'impérialisme américain.

Le système monétaire mis en place au lendemain de la guerre n'est donc pas mort en août 1971, puisque le dollar non convertible conserve plus que jamais son rôle despotique; ce qui est mort c'est le mensonge bourgeois de l'égalité monétaire des nations codifié dans les accords de Bretton-Woods.

Comment se présente maintenant la situation? Tant que le dollar reste inconvertible, il est de fait monnaie mondiale et les Etats-Unis peuvent, même si leur balance des paiements est fortement déficitaire, investir massivement à l'étranger en rachetant

notamment les actifs de leurs concurrents. Les USA jouissent ainsi d'un énorme privilège par rapport aux autres pays capitalistes qui ne peuvent en règle générale investir à l'étranger qu'à la condition d'avoir au préalable accumulé les excédents de monnaie mondiale nécessaires au financement de ces investissements grâce à leurs transactions internationales courantes (exportations de marchandises et "invisibles" : tourisme, transports, assurances, revenus des capitaux exportés). Pour les USA, les investissements à l'étranger ne dépendent donc que du bon vouloir du capital ; pour les autres pays, ils sont soumis aux aléas des résultats du commerce extérieur et des autres sources de devises, donc de la guerre économique internationale.

Il existe toutefois un moyen d'échapper à cette contrainte de plus en plus insupportable à mesure qu'augmente la surproduction de capital et donc le besoin de l'exporter : l'existence d'une aire géographique d'influence où la monnaie d'un état dominant un certain nombre de petites nations soit acceptée comme monnaie internationale. Les zones monétaires ont toujours été un attribut historique de l'impérialisme ; ainsi les impérialismes Britanniques et français ont conservé des zones sterling et franc où ils peuvent investir sans limites puisque le sterling et le franc y font office de monnaie internationale et vis-à-vis desquelles ils se comportent, toutes proportions gardées, de la même manière que l'impérialisme américain vis-à-vis du monde entier.

Les impérialismes montants, Allemagne et Japon, seront inévitablement poussés par le besoin de débouchés pour leur capital, à tenter de créer (ou plutôt de recréer puisqu'elles existaient avant leur défaite) de pareilles zones monétaires, et donc des zones d'influence qui ne pourraient se constituer qu'au détriment des zones d'influence des impérialismes en place ; cette tendance inéluctable du capital dans sa phase impérialiste ne peut donc déboucher que sur de nouveaux soubresauts de la société bourgeoise.

Un tel processus n'en est qu'à ses débuts et la victoire des Etats-Unis dans le premier affrontement économique sérieux qui les ait opposés à leurs concurrents montre que leur suprématie demeure ; mais, le fait que, pour la première fois, les vaincus et les éclopés du dernier conflit impérialiste aient osé remettre en cause les privilèges du super impérialisme américain, montre que le monde capitaliste est entré dans une nouvelle phase d'affrontements économiques, résultat inévitable de la surproduction de capital et de marchandises qui le mènera à la crise.

#### PERSPECTIVES DU CAPITALISME MONDIAL.

De l'aveu même des spécialistes et futurologues entretenus pour chanter en toutes circonstances la prospérité bourgeoise, les perspectives du capitalisme mondial pour les prochaines années ne s'annoncent guère brillante.

Selon les prévisions du GATT, le commerce mondial ne devrait augmenter, dans l'hypothèse la plus favorable, que de 5% en 1972, soit un taux de croissance égal au mieux à celui de 1971, et inférieur d'environ 50% au taux moyen de la décennie 60-70. Si cette prévision se vérifie, il n'est pas difficile d'en déduire à l'avance les tendances inéluctables de l'économie bourgeoise : exacerbation de la concurrence, ralentissement du rythme d'accumulation du capital, remplacement des ouvriers par les machines pour améliorer la productivité du travail, augmentation du chômage, protectionnisme et formation de cartels, accroissement des exportations de capital, et nouveaux affrontements interimpérialistes

L'expérience historique de plus d'un siècle a déjà démontré que toutes ces tendances découlent du mécanisme bourgeois et de ses rapports de production, et qu'aucune politique économique "de droite" ou "de gauche" ne peut en enrayer le développement inexorable.

Chaque capital a beau espérer tirer son épingle du jeu au détriment des autres dans la guerre commerciale : la myopie de la société bourgeoise lui interdit de comprendre que le salut individuel est impossible en raison du caractère mondial du marché capitaliste.

Un exemple simple suffira à le montrer : supposons que les principaux concurrents de l'Allemagne arrivent à rafler à celle-ci un nombre important de marchés extérieurs, le ralentissement du rythme d'accumulation du capital allemand qui s'ensuivra provoquera une chute des importations allemandes, qui proviennent en particulier des concurrents victorieux ; ces derniers n'auront finalement gagné d'un côté que pour reperdre de l'autre

Ce simple exemple permet de juger le misérable programme de "défense de l'économie nationale mal gérée par la bourgeoisie" proposé dans tous les pays à la classe ouvrière par les partis nationaux-communistes.

Defendre l'économie nationale quand la concurrence fait rage, c'est exporter toujours plus, prendre des marchés au voisin et réduire au chômage les prolétaires des autres pays; outre son caractère grossièrement bourgeois et réactionnaire, un tel programme est complètement illusoire : aucune économie nationale ne peut échapper à la montée d'une crise mondiale.

Le cynisme des statisticiens bourgeois qui prévoient dans tous les pays l'augmentation du chômage parallèlement à l'accroissement de la productivité, est infiniment plus proche de la vérité que les illusions répandues par les contre révolutionnaires professionnels qui veulent faire croire à la possibilité d'éviter les méfaits du capitalisme sans toucher aux rapports de production bourgeois.

Il montre que quel que soit l'étiquette politique dont s'affuble les serviteurs du capital, ils ne pourront bientôt plus offrir qu'un seul libre choix "démocratique" aux prolétaires de tous les pays : préférez vous être jetés à la rue par les marchandises de nos concurrents ou bien par les machines qui nous permettront de ruiner, en même temps que nos concurrents, vos frères de classes des autres pays ?

#### PROTECTIONNISME ET CARTELLISATION.

Tous en stimulant ses exportations, chaque état bourgeois s'efforce de se protéger dans toute la mesure permise de la réciprocité des échanges contre les exportations trop agressives de ses concurrents : investissements et licenciements "de productivité" vont donc de pair avec les mesures protectionnistes et avec les accords entre capitaux pour cartelliser certaines productions. Les mesures protectionnistes les plus voyantes comme la surtaxe américaine de 10% imitée par le Danemark, s'accompagnent d'une pression que les capitaux menacés exercent sur leur Etat pour obtenir des protections localisées (par exemple la limitation des importations en provenance du Japon) dissimulées dans la jungle des règlements et des tarifs douaniers qui sont appliqués avec la dernière rigueur à la moindre aggravation de la concurrence.

En outre, les capitaux de certaines branches menacées par la surproduction ont déjà commencé, pour éviter une guerre commerciale ruineuse et maintenir les prix, à conclure des accords limitant et répartissant la production sur le plan international; dans l'acier, les maîtres de forge japonais ont formé un "cartel de recession" au Japon et limitent leurs exportations vers les Etats-Unis et la C.E.E., cependant que les sidérurgistes européens se sont déjà entendus (officieusement, bien entendu) pour fixer des prix minimum et répartir des contingents par zone d'exportation; dans la chimie, les principaux fabricants européens de fibres synthétiques, branche qui connaît une très forte surproduction, ont officiellement demandé à la C.E.E. l'autorisation de former un cartel européen; dans les textiles et l'électronique, les fabricants japonais restreignent leurs exportations vers plusieurs pays développés pour ne pas "casser le marché". Le patronat japonais qui fait figure d'agresseur pour les capitaux occidentaux, vient de faire à ses principaux concurrents des propositions tendant à instituer sous le nom de "marketing ordonné" - lisez : partage des marchés entre les principaux concurrents impérialistes - des cartels à l'échelle de la planète.

La cartellisation de la production peut-elle donc apporter une solution aux contradictions du capitalisme et éviter les affrontements? L'histoire d'un siècle de

capitalisme a déjà montré que non. La formation de cartels entre les principaux producteurs, même si elle peut réussir provisoirement et localement, ne fait que déplacer le terrain de bataille entre les impérialismes.

Instituer un cartel, c'est en effet avant tout limiter la production au niveau acceptable pour le marché, en faisant tourner les usines bien au-dessous de leurs capacités de production, de manière à éviter la guerre des prix qui ferait tomber les profits du capital. La réussite d'un cartel suppose donc que tous les producteurs importants en fassent partie et qu'aucun capital ne vienne jouer les troubles-fête en enfreignant la discipline: une telle hypothèse est rendue de plus en plus aléatoire par le développement du capitalisme à l'échelle du globe et la multiplication de centres autonomes d'accumulation du capital.

Mais à supposer même que les capitaux concurrents parviennent à s'entendre dans quelques branches, le problème de la surproduction de capital ne sera pas résolu pour autant: les capitaux qui ne seront plus investis dans les branches cartellisées en raison de la limitation de la production chercheront à fructifier ailleurs: ils devront donc s'investir dans d'autres branches, propageant la surproduction de branche en branche, ou bien s'expatrier, augmentant ainsi le flux des exportations de capitaux.

En définitive, avec ou sans cartels, le ralentissement du rythme d'accumulation imposé par le manque de débouchés ne laisse aux Etats impérialistes qu'une issue: exporter toujours plus de capitaux. Un nouveau terrain d'affrontement se constitue ainsi à côté de celui de la guerre commerciale: celui des rivalités interimpérialistes pour la constitution de zones d'influence.

#### L'OUVERTURE A L'EST

Avant d'analyser les conséquences d'une telle tendance, il convient d'examiner les perspectives offertes par l'ouverture des marchés de l'Est sur laquelle les bourgeoisies occidentales ont fondé les plus grands espoirs. La question est cruciale pour l'avenir à court terme d'une société bourgeoise engorgée par la surproduction de capital. L'ouverture de nouveaux marchés a en effet toujours été dans l'histoire à l'origine d'une prospérité capitaliste: celle des immenses marchés de l'Est signifierait pour les impérialismes occidentaux la possibilité d'un nouveau répit devant l'étouffement de capital et de marchandises qui les conduit à la crise généralisée.

Si l'on s'en tient aux faits et aux chiffres, force est de constater que jusqu'à présent l'ouverture de la soupape occidentale en direction de l'Est s'est faite beaucoup plus lentement que ne l'avait espéré les capitalistes occidentaux (le capital allemand surtout), et qu'elle n'a pu en particulier éviter le ralentissement du commerce mondial/ bien qu'en augmentation régulière globalement et pour la plupart des pays pris isolément, les exportations vers les pays "socialistes" ne représentent en pourcentage, qu'une part très faible, et qui n'a pas tendance à augmenter, des exportations totales des pays développés: 3,9 % en 1968, 3,7 % en 1969, 3,8 % en 1970, - 3 de 3,5 % en 1971.

Comment expliquer la modestie de ces chiffres? L'obstacle essentiel à l'

ouverture généralisée du "rideau de fer" aux marchandises occidentales, réside dans la relative faiblesse de l'économie russe (le même raisonnement vaut pour la plupart des "démocraties populaires", et a fortiori pour la Chine, beaucoup moins développée que la Russie). Pour importer les biens d'équipement qui leur manquent cruellement, les pays de l'Est non dans leurs monnaies nationales qui n'ont aucune valeur au-delà de leurs frontières respectives, mais dans des monnaies reconnues par la pratique capitaliste comme monnaies mondiales (or et dollar) ou semi-mondiales (sterling, franc, mark et yen); ils ne peuvent se procurer ces monnaies (mis à part la production d'or forcément limitée) que grâce à leurs exportations vers les pays occidentaux. Or le marché mondial est le plus implacable des juges du développement d'une économie: les produits industriels russes se vendent mal car ils sont encore, en général loin d'être compétitifs, c'est à dire que leur niveau technologique et leur qualité (nous laissons de côté les prix car les capitalismes orientaux ont toujours systématiquement pratiqué le dumping) sont généralement inférieurs à ceux des produits industriels occidentaux comparables.

Cette situation pourrait changer prochainement dans un ordre très limité de branches produisant des produits finis (aviation, automobile) où le capital russe prépare une offensive commerciale... Du plus pur style bourgeois qui accentuera sans doute les difficultés de ces branches en occident, en y jetant des prolétaires à la rue pour mieux défendre la "patrie du socialisme".

Mais la principale ressource de l'U.R.S.S. pour se procurer des biens d'équipement occidentaux demeure la vente (ou l'échange) des matières premières dont elle est fabuleusement riche: en 1968 85% des exportations soviétiques vers les pays capitalistes développés étaient constituées de matières premières. Un tel système d'échanges comble d'aise les capitalistes occidentaux à qui il permet de combattre les prétentions des producteurs de matière première du tiers-monde en les mettant en concurrence avec la Russie "socialiste"; mais son échelle est encore trop limitée pour procurer à l'U.R.S.S. toutes les devises fortes dont elle a besoin.

#### LES AVEUX DU CAPITALISME RUSSE

La lenteur de l'"ouverture à l'Est" est donc l'aveu objectif de la faiblesse économique des pays "socialistes". C'est donc aussi sur le plan politique la déroute complète de toutes les théories que l'opportunisme stalinien a bâties autour du faux "socialisme" russe. Que reste-t-il en effet de l'échafaudage de mensonges qui justifiait par la prochaine "victoire pacifique" du système socialiste sur le système capitaliste par l'émulation économique et le commerce" tous les reniements du marxisme révolutionnaire, a commencé par la théorie du "socialisme en un seul pays", jusqu'à la "coexistence pacifique" et aux "voies pacifiques et parlementaires au socialisme" ?

En fait de "victoire pacifique", la Russie quémande quotidiennement à ses rivaux plus développés les moyens de son développement économique, c'est à dire les biens de production technologiquement avancés qu'elle même est incapable de produire: ordinateurs anglais et américains, machines-outils américaines et allemandes, engineering allemands, japonais, italiens, français, usines chimiques, sucrières et automobiles entières etc... Par un cruel symbole les derniers achats soviétiques aux U.S.A.,

connus au moment même où le secrétaire d'Etat US au commerce allait à Moscou préparer de nouveaux carnets de commande, portaient à la fois sur des ordinateurs IBM, des machines-outils et du blé; la patrie du "socialisme" faisait ainsi l'aveu que dans l'industrie comme dans l'agriculture elle n'est qu'une puissance économique de second ordre, tributaire pour son développement du géant impérialiste américain et de ses concurrents.

Puisque la faiblesse de l'économie Russe (à fortiori de l'économie chinoise) ne permet pas le développement généralisé d'échanges avec l'Occident, l'ouverture sur une large échelle des marchés de l'Est aux merchandises occidentales est en définitive subordonnée à leur ouverture aux capitaux occidentaux : seuls de très importants prêts, crédits à l'exportations ou investissements directs peuvent en effet permettre de financer l'importation par les Etats "socialistes" des énormes quantités de biens d'équipement nécessaires à la construction des économies nationales qu'ils ambitionnent.

#### LES RETROUVAILLES DU CAPITAL ET DES PROLETAIRES D'ORIENT.

Cette ouverture des pays de l'Est au capital Occidental a en fait déjà commencé, mais sur une échelle encore minime dans l'ensemble et de manière inégale selon les pays. La Yougoslavie qui "bénéficie" depuis longtemps de prêts américains est la tête de pont du capital occidental (essentiellement américain, allemand et italien) qui y investit directement depuis plusieurs années, en particulier dans l'industrie automobile et en rapatrie des biens semi-finis et des bénéfiques produits tous deux par une main d'oeuvre abondante et à bon marché; depuis la fin de 1971, elle autorise le capital américain à détenir des participations majoritaires dans les entreprises yougoslaves, ce qui lui a valu de recevoir en récompense un prêt de 100 millions de dollars d'un consortium international dirigé par 3 banques US, le prêt le plus important en euro-dollars accordé à ce jour à un pays de l'Est.

La Roumanie autorise depuis un an le capital occidental à s'investir directement et à rapatrier des bénéfiques, mais sans encore être majoritaire; elle cherche à attirer le capital US, qui l'a autorisée depuis décembre 1971 à bénéficier des crédits de l'Import-Export Bank, réservés jusque là à la seule Yougoslavie; avec le capital français, elle a d'autre part récemment constitué une "Banque franco-Roumaine."

La Hongrie autorise également depuis moins d'un an les investissements directs minoritaires et le rapatriement des bénéfiques; elle a commencé dès 1967 à emprunter discrètement sur le marché londonien de l'euro-dollar, où la banque nationale de Hongrie a réuni en 1971 75 millions de dollars. Les trois autres "démocraties populaires" : Pologne, Tchécoslovaquie et Allemagne de l'Est ne semble "bénéficier" jusqu'à présent que de crédits à l'exportation et de divers petits prêts. Quant à la Russie qui reçoit depuis longtemps de ses fournisseurs occidentaux des crédits à l'exportation, elle vient au début de 1972 de faire ses deux premiers emprunts en euro-dollars, (l'un à Londres, l'autre à Paris) par l'intermédiaire de la Banque pour la Coopération Economique du Comecon, pour un total de 120 millions de dollars.

L'Etat Russe négocie d'autre part depuis un certain temps l'investissement de gros capitaux américains, anglais, français, japonais, dans l'exploitation de ses gigantesques ressources sibériennes : gas, charbon, fer, nickel, et cuivre. Mais si tous ces faits montrent que le "communisme" à la sauce moscovite... est un bon placement pour les banques occidentales, la masse des capitaux engagés jusqu'à présent par les impérialismes occidentaux est encore minime en comparaison des potentialités offertes. LE capital occidental ne demande objectivement qu'à revenir en force fructifier dans ces contrées d'où il a été chassé il y a un demi ou un quart de siècle. Mais les Etats nationaux Russes et Chinois sont-ils prêts, en échange du développement économique auquel ils aspirent si ardemment, à offrir leur prolétariat à l'exploitation directe ou indirecte des impérialismes occidentaux, et à abandonner à ceux ci une part de leur plus-value pour prix de leurs services?. Sur le plan strictement économique, les intérêts des impérialismes occidentaux qui croulent sous le capital et peuvent trouver à l'Est des marchés nationaux déjà constitués et dotés, à la différence des pays sous-développés, d'une solide infrastructure convergent avec les intérêts des Etats orientaux qui manquent de capital.

L'importance des intérêts en jeu est cependant telle que la réponse à cette question ne peut être purement économique, mais est subordonnée au rapport de force et aux alliances politiques, voire militaires, des divers protagonistes en présence. Il faudra attendre les suites des voyages de Nixon à Peking, puis à Moscou, pour savoir si les capitaux occidentaux et essentiellement le capital américain, seront en mesure de fêter bientôt leur plus grande victoire depuis un quart de siècle : leurs retrouvailles avec les paysans et prolétaires russes et chinois.

La question est, pour nous marxistes, loin d'être académique : si ces retrouvailles historiques ont lieu, peut-être retarderont-elles l'heure de la crise capitaliste; mais elles ne pourront que hâter d'autres retrouvailles autrement lourdes de conséquences : celles des prolétariats orientaux avec le marxisme révolutionnaire. En liant définitivement la situation matérielle des prolétaires d'Orient au marché mondial, elles lieront définitivement leur sort politique à celui du prolétariat international et donneront au prochain assaut révolutionnaire un assaut sans précédent.

**L'ALLEMAGNE, TALON D'ACHILLE DU CAPITALISME MONDIAL.**

Le retour du prolétariat sur la scène historique est préparé par de nouvelles convulsions que le développement des tendances immanentes du capital doit inéluctablement engendrer au sein de la société bourgeoise. Vingt cinq ans d'accumulation capitaliste ont recréé deux énormes puissances industrielles et financières qui avaient été détruites : le Japon et l'Allemagne. Géants économiques, mais jusqu'ici nains politiques et militaires sous la tutelle du super impérialisme américain, ces deux impérialismes en crise de croissance doivent inévitablement bouleverser tôt ou tard l'ordre capitaliste existant, le premier parce qu'atteignant bientôt sa maturité il devra se tailler sa place au soleil, le second parce que les rapports de force mondiaux excluent pour le moment son plein épanouissement impérialiste.

L'énorme puissance économique japonaise devrait trouver sur le plan de l'Asie du Sud-

Est un déversoir et une zone d'influence pour ses marchandises, sa monnaie, ses capitaux. Sur le plan politique, l'Etat japonais va bientôt atteindre sa majorité après une longue tutelle américaine et commence à négocier lui-même ses alliances, en particulier avec l'Etat Russe. Sur le plan des armes, le Japon a déjà commencé à se doter de la puissance militaire et l'indispensable attribut de tout impérialisme et il continuera d'autant plus facilement à le faire que son tuteur américain, qui sent le besoin d'être en partie relayé dans le sud-est asiatique, lui a jusqu'ici tacitement donné carte blanche. L'impérialisme japonais devra donc atteindre dans la décennie à venir sa maturité, et l'on peut facilement en venir que l'Asie n'a pas fini d'être un champ d'affrontement des Etats impérialistes. La situation de l'Allemagne est entièrement différente. Enorme puissance capitaliste, sa zone d'expansion immédiate et d'influence économique traditionnelle (l'Europe centrale), est toute entière, à l'exception de la petite Autriche et de l'instable Yougoslavie sous la coupe de l'impérialisme russe; l'intervention en Tchécoslovaquie, a montré que celui-ci n'était pas prêt de tolérer le passage de ses satellites dans l'orbite de l'impérialisme allemand. En outre, " l'ouverture à l'Est", dans l'espoir de laquelle a été signé le pacte germano-soviétique, est beaucoup plus lente que prévue, et ouverte...aux marchandises et capitaux américains et japonais dont la concurrence s'annonce très sévère.

L'Allemagne doit donc chercher à se constituer des zones d'influence économique plus lointaines: Espagne, Amérique latine, Afrique, ce qui est plus coûteux... et plus risqué. Sur le plan politique, l'Etat allemand a toujours observé jusqu'ici une stricte discipline par rapport à l'impérialisme américain. Sur le plan militaire enfin, un réarmement qui donnerait à l'Allemagne une puissance militaire autonome à la hauteur de sa puissance économique est très improbable: se heurterait non seulement à l'opposition violente de l'impérialisme russe, mais aussi probablement à celle des impérialistes français et britannique qui se sont alliés deux fois en un demi-siècle pour écraser avec l'aide américaine l'empire allemand.

L'Allemagne apparaît donc comme un impérialisme en pleine croissance que ses concurrents doivent essayer d'empêcher d'arriver à maturité et de se donner les moyens politiques et militaires de sa puissance économique. Si elle y arrive, ce ne pourra être qu'au prix de nouveaux bouleversements en Europe occidentale et orientale. Si elle n'y arrive pas, l'Allemagne sera la marmite sans soupape dans laquelle devrait se reconstituer simultanément les premiers ferments de la prochaine crise économique capitaliste, et la troupe de choc de la révolution mondiale: le glorieux prolétariat allemand.

Puisse l'explosion de cette marmite embraser enfin l'entière société bourgeoise et déclencher la lutte finale que communistes et prolétaires appellent de leurs vœux!

#### PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

Supplément au " Prolétaire" n° 123;- 124 - 125 -

La presse communiste ne peut vivre qu'avec des subsides prolétariens.

Lisez! Soutenez! Diffusez! Abonnez-vous! au "Prolétaire" et "Programme Communiste